

Maroc :Le Paysage Politique Après les Élections du 7 Septembre.

Maroc

Posté par: lakil

Publiée le : 1/10/2007 0:20:25

Oui on l'a dit, le tsunami islamiste n'a pas eu lieu au Maroc. Ce raz de marée tant clamé par la presse internationale s'est avéré une chimère,.Une pure invention des médias à laquelle,un jour, l'on doit chercher les motifs qui la déterminent. Car l'envie entêtée de faire de la réalité marocaine une copie algérienne,du début des années 90 intrigue plus d'un...Mais,il n'y a pas que cela qui intéresse les récentes législatives .Des signes autant nouveaux qu'imprévus meublent désormais l'espace public marocain. Une richesse inattendue de productions textuelles déborde le volume courant des lectures et des approches. Alors que s'est-il passé ?

Avant le 7 Septembre 2007, un nombre important de journalistes étrangers ainsi que des observateurs de la scène politique marocaine donnaient le Parti de la Justice et du Développement (PJD) comme le BIG WINNER. Il n'en fut rien. Ce parti, dont la multitude de projections fantasmagiques ont fait une sorte d'épouvantail politique, doit se contenter désormais du modeste chiffre de 46 sièges. Contre les 80 tant promis par son Secrétaire général Saad Eddine El Othmani. Classé deuxième après le parti de l'Istiqlal(52 sièges),vieux parti nationaliste, le PJD semble désemparé à cause de ce résultat qui ne répond pas à son appétit conquérant. Et son désarroi est tel qu'il entre en querelle ruineuse avec l'ensemble des acteurs de son environnement immédiat. Y compris avec l'homme influent du régime, Fouad Ali El Himma, ancien ministre délégué à l'Intérieur qui se dit plus déterminé à combattre l'arrogance islamiste parce qu'il considère que les péjoristes ont manqué de respect à l'ensemble de la classe politique. Et c'est dans le même contexte qu'Abbas El Fassi, chef de l'Istiqlal qui vient d'être nommé Premier Ministre (mercredi 19 septembre), dans un entretien à la vie Economique (du 14 au 20 septembre), demande aux membres de cette organisation de présenter des excuses étant donné qu'ils ont osé traiter tout le monde dans le sens d'une lexicographie inélégante.

Cette déconfiture du parti islamiste certains l'attribuent aux sondages erronés conçus probablement pour le piéger et au fait que ses cadres se sont focalisés sur les éclats d'un score fictif sans pouvoir douter une seule fois de l'ampleur de la tempête dévastatrice venue ébranler profondément la certitude de leurs calculs surréalistes. Et la leçon majeure de ce 7 septembre les acculera assurément à réapprendre en termes d'humilité ce en quoi ils se sont toujours refusé de s'identifier : une maîtrise sereine d'un Moi débordant jointe à une évaluation ponctuelle de leurs ressources et de leurs moyens d'interventions. Car voici venir l'Istiqlal ,cette force implacable mais discrète, qu'on a pas vu ressurgir du même Référent et qui se présente en un adversaire sérieux. Une menace effective -pour l'avenir du Pjd- qui n'hésitera pas à poursuivre sa prise rémunératrice de la même base conformiste et qui ,de plus, dispose d'un patrimoine historique de combat plus intéressant et plus mobilisateur.

L'autre grande surprise de ce scrutin, c'est la défaite du noyau dur de la gauche. L'Union des Forces Populaires(USFP), puisqu'il s'agit d'elle, était la première force du pays. Subitement elle se retrouve en 5ème position avec un total de 38 sièges seulement,derrière le Mouvement Populaire(41sièges) et le Rassemblement National des indépendants(39 sièges). Derrière elle, l'Union Constitutionnelle

(27 sièges) et toutes les autres formations confondues (82 sièges) [1]. Actuellement on assiste à une floraison de lectures qui essaie d'expliquer les raisons profondes à l'origine de cet événement politique d'envergure au Maroc. Mais on ne sait pas si l'on doit, relativement à cette chute imprévue, tout mettre sur le compte d'un taux trop faible de participation(37%) [2] puisque ce motif peut être invoqué par quiconque n'ayant pas pu inscrire sa performance dans un horizon amélioratif .

Nous estimons qu'il y a eu pour ce parti, quelque chose d'((imperceptible))qui a échappé à l'équipe chargée de la gestion matérielle et idéologique de la campagne. Une donnée du terrain décisive et précieuse qu'on a préféré occulter pendant la sélection des candidats : la culture de la proximité. Certains le savaient parmi les militants que tel candidat avait coupé tout contact avec sa circonscription et, par conséquent, qu'il n'avait aucune chance de passer. Mais la camaraderie, la complaisance, le népotisme aussi, il ne faut pas se le cacher, les pratiques peu élégantes qui ont envahi les rangs de l'organisme, enfin toutes ces déviations individuelles que des militants jaloux se donnaient la peine de communiquer à la sphère dirigeante ont joué et se devaient d'aboutir à ce choc humiliant mais nécessaire. Dans le sens, bien sûr, où ce choc est capable d'initier son potentiel de critique introspective. Ceci pour saisir qu'au-delà des querelles internes et de quelques failles organisationnelles, des valeurs étrangères à la vocation de ce parti se sont installées parmi certains de ses militants ; plus particulièrement, après son passage à la gouvernance du pays. Valeurs et comportements qui ont fait oublier à certains, la mission humaniste du parti et le devoir politique et social envers le citoyen. Et le Marocain, on le sait davantage depuis ce 7 septembre, a dit ouvertement NON à ceux, une fois élu au parlement, l'ont ignoré.

Certes, le parti a ouvert ses portes à de nouvelles compétences, il a renouvelé sa vision politique ainsi que son discours conformément à une expérience réussie au sein du gouvernement. Mais il a oublié de trancher sur certains détails ((mortels)) au niveau local et régional. Par exemple, que pour assoir une restructuration, accueillir de nouveaux militants, il fallait déléguer la tâche du déroulement des opérations à des cadres crédibles, ceux qui se refusent à utiliser l'appareil pour l'accomplissement d' objectifs personnels. Cadres qui maîtrisent les règles de fonctionnement social et politique au niveau de leur entourage et qui détiennent impérativement le flux d'informations disponibles sur le terrain pour être en mesure de contourner les difficultés afférentes à la pratique politique au niveau local. La permanence du contact, la défense suivie des intérêts du citoyen, du quartier, de la petite localité ainsi que la connaissance experte des principaux dossiers d'un espace urbain sont des contenus porteurs politiquement qu'on a malheureusement négligés.

Une institution, quelle qu'elle soit, qui n'ouvre ses portes que le temps d'une campagne est vouée certainement au rejet populaire impitoyable. C'est ce qui s'est passé dans la plupart des cas et qui nous explique, par ailleurs, le peu d'enthousiasme exprimé par les électeurs lors du dernier scrutin..

Pour ceux qui sont restés intelligemment en relation avec les citoyens, ils n'ont trouvé aucune difficulté à être plébiscité une seconde fois sinon plus :Abdelwahed Radi,cet éternel réélu de l'USFP, et la toute ravissante femme de l'Istiqlal Yasmina Badou, ex-secrétaire d'État auprès du Ministre du développement social, dans sa circonscription de Casa/Anfa. On rapporte à propos de cette grande dame qu'elle développait une proximité fonctionnelle auprès des habitants à qui elle rendait souvent visite pour s'enquérir de leurs attentes et ce, depuis qu'elle a été élue en 2002. Il n' y a eu donc aucun mystère à ce qu'elle soit classée première de sa liste tout en donnant la preuve qu'une proximité cela se gère dans le temps ; que la communication est un facteur incontournable dans l'implication des électeurs dans un projet socio-politique commun.

Il est donc vain de recourir à des arguments peu convaincants pour justifier son échec. Est-ce le

moment de reprendre, hic et nunc, avec la virulence anachronique d'un verbe désabusé la litanie des pouvoirs étendus du Roi, alors que pendant 5 ans on n'en a proféré mot à propos ? Est-ce le moment d'évoquer la soi-disant désobéissance du peuple aux injonctions mobilisatrices du Souverain ? Comme si celui-ci devait pousser de force les gens aux urnes pour faire plaisir à des partis qui ne s'acquittent pas convenablement de leur devoir envers les populations cibles ! Attendre le résultat du scrutin pour crier sur les toits sa colère et demander, à l'instant, des réformes constitutionnelles semble tenir, à notre avis, d'une démagogie désagréable et peu amène. Alors que la réalité est ailleurs.

Certes, il faut maintenir la question de la réforme de la Constitution à l'ordre du jour et le Premier secrétaire de l'USFP, Mohamed Elyazghi, dans une interview à l'hebdomadaire Al Ayam reprise par le Journal du parti al Attihad al Ichtiraki(17 septembre) en trace les contours. Mais cet aspect-là, du processus démocratique, ne doit servir ni de surenchères politiciennes ni de moyen de pression circonstanciel pour arracher des concessions vagues et mal définies et qui, de surcroît, comportent le risque regrettable de produire, à terme, des effets contraires.

Toujours dans le cadre de l'après 7 Septembre, pour expliquer le taux inquiétant et désastreux de l'abstention massive(63%), on soulève la question de la prééminence d'un discours nihilo-populiste auquel on endosse la responsabilité de la totalité des dégâts inscrits dans l'espace public. La banalisation du politique, qui se trouve il est vrai, l'apanage d'acteurs se refusant à s'identifier dans un référent politique, est devenue une donnée structurante du discours politicard consommable au quotidien. Cette expression, repérable dans une tranche de la presse indépendante, construit son identité sur la critique impitoyable de personnalités politiques représentatives. Elle ne choisit pas n'importe qui pour y déverser son style saccageur. Mais elle prend soin à sélectionner un modèle parmi ceux qui jouissent d'un capital symbolique digne d'intérêt pour que la mise en scène textuelle offre la possibilité d'une réception foudroyante. Et cela se vend bien, car il plait à un certain public, pour des raisons souvent obscures, de régler ses comptes avec une mémoire politique battante. Cependant au lieu d'interroger leurs modes de production idéelle, au lieu d'analyser les facteurs sociologiques et culturels à la base de l'impact croissant du nihilisme politique sur les esprits des jeunes, les partis, concernés par l'offensive, préfèrent puiser dans le même genre et la même rhétorique diffamatoire croyant de la manière régulariser les normes expressives de la parole politique. Ce n'est pas là, d'après nous, une affaire uniquement de journalistes mais de sociologues et de linguistes philosophes que les partis ont abandonné dans le parcours de leur course effrénée pour la cueillette de rentes ou de postes rétributifs. Et la question est désormais posée de savoir comment convaincre ce public distinctif de revenir reprendre de la besogne en vue d'organiser le débat politique susceptible de hisser haut l'étendard du combat idéologique. Dans un autre sens, il n'est pas tard de réapprendre que l'on ne peut mener la bataille politique par les seuls raffinements délicats des juristes versés dans la mécanique vertigineuse de la procédure...

Et donc, il faut y insister, les législatives ont eu également cette vertu de secouer violemment la parole engloutie dans les cendres d'un silence lapidaire. Une parole brisée qui se relève et, qui dans la manifestation d'un Verbe sans éclat, tente de se reconstituer dans le souvenir d'un activisme révolu pour comprendre le sens profond du choc. Peut-elle se renforcer et se maintenir sans moyen dans une situation de discours compétitif qui fait de la récupération des voix différenciées le champ privilégié de ses choix recruteurs ? On l'espère bien puisqu'on ne voit pas quelle est l'autre issue possible en mesure de réhabiliter l'intérêt pour la haute noblesse de la POLITIQUE.

Ceci dit, doit-on oublier de signaler, par ailleurs, que le scrutin du 7 septembre, pour la qualité de son déroulement, a eu l'adhésion de la société civile internationale et le soutien politique des amis du

Maroc ? Ce serait, alors, donner dans une partialité équivoque sinon intéressée ou malintentionnée.

Libération, journal du Parti socialiste marocain, rapporte, en effet, dans sa livraison du 10 Septembre, que la mission d'observation internationale a considéré que le gouvernement du Maroc a offert au peuple une opportunité significative de faire connaître leurs opinions. Celle-ci devait dire, par la voix de son président Jorge Fernando Quiroga Ramirez, que ((le vote s'est déroulé dans l'ordre même si des membres de la délégation ont été témoins ou informés d'irrégularités isolées le jour de scrutin)). Pour leur part, Bruxelles, les USA, l'Espagne, la France... se sont félicités de la régularité des élections et Nicolas Sarkozy a envoyé une lettre au Roi du Maroc (9 Septembre) dans laquelle il lui rend hommage de son engagement en faveur d'un processus électoral transparent.

C'est là un acquis national d'autant plus important que le choix du Premier ministre s'est fait cette fois-ci dans le respect des règles des pratiques démocratiques. Ce qui s'inscrit parfaitement dans l'horizon des attentes de la gauche, en particulier l'USFP, qui avait contesté en 2002 la nomination de l'ex-Premier ministre Driss Jettou en dehors des partis politiques.

Toutefois, on imagine que la tâche d' Abbas Al Fassi ne sera pas facile pour mener, au sein de la Koutla (ou Bloc démocratique) et des alliés du gouvernement sortant, la négociation et l'attribution des portefeuilles. En particulier du fait de la volonté affichée de réduire le nombre de ministères, et de la difficulté de répondre positivement à certains chefs de partis qui, proposent déjà leur ((descendance)) à des ministrabilités qui ne manqueront pas de provoquer davantage de complications. D'autre part, si l'USFP doit réunir son Conseil national (Jeudi 27 Septembre) pour débattre et décider de sa participation, étant donné que des voix insatisfaites appellent à revenir à l'opposition, le PJD, lui, table sur le désistement de ce parti pour offrir ses services. Ce qui est à l'heure fort improbable, le parti socialiste ayant fait savoir, bien avant la campagne électorale, qu'il ne compte pas sortir de la Koutla. Puis, concernant les islamistes, on a été prévenu par le chef du parti de l'Istiqlal qu'il n'en sera rien. Ceci parce que le comportement des péjridistes a soulevé un tollé provenant de la plupart des intervenants politiques.

Quoi qu'il en soit, après la constitution du prochain gouvernement, la tendance dominante est que l'on s'achemine vers des repositionnements spécifiques à même de soutenir l'effort des différents acteurs pour saisir plus en profondeur ce qui s'est passé. Ce qui augure d'un enrichissement, de plus, pour l'espace public. Le 7 septembre ayant motivé des mécontentements tapageurs, le moment est propice pour entamer un processus d'autocritique qu'on suppose fertile et instructif à plus d'un égard. C'est la vocation de la gauche. Mais la gauche manque, considérant l'émergence préliminaire d'un éventail textuel problématique, de repère et de support en mesure de nourrir son approche. La pratique politique réfère normalement à une théorie qui éclaire de manière lumineuse le sens de l'action. Or, à présent, pour la didactique des tendances, on remarque que la masse de l'offre discursive semble renouer avec des sensibilités de traitement politique certes intéressantes mais parfois usées (réforme constitutionnelle, neutralité négative des pouvoirs publics, usage d'argent et achat de voix dans certaines circonscriptions, prégnance de lobby électoral...). Ces contenus qui relèvent d'un emploi anaphorique peuvent retenir davantage l'attention à condition d'intégrer les règles sociologiques et politiques qui gouvernent l'opération électorale. Ceci pour éviter des simplismes trompeurs comme celui de soutenir, à tort, que l'on assiste, au Maroc comme en France, à une droitisation de la société. Le débat sur le clivage gauche / droite en France est susceptible d'une réutilisation locale possible pourvu que l'on saisisse les nuances différentielles qu'impose chaque contexte.

L'islamisme politique, n'en est pas encore là, à notre avis... Il lui suffit, en cet instant, de diffuser, à

qui veut l'entendre, qu'il reste le meilleur sans jamais fournir au niveau du matériel intellectuel la preuve de son excellence. Et c'est cette incapacité d'aborder le fait politique avec un regard nouveau qui précipitera sa disqualification qui va crescendo. Mais n'anticipons pas trop. Le processus global est en cours d'accomplissement qui risque de nous surprendre.

Au tsunami islamiste, pour conclure, le peuple a opposé une abstention cardinale. Contrairement à ce que pensent plusieurs observateurs, nous croyons que cette attitude recèle une grande lisibilité. Le peuple a dit non à l'islamisme rampant parce qu'il sait que les détours confus de ses discours ne disent pas tout à fait ce qu'il fera de nous quand il sera au pouvoir.

Mais il a dit non aussi à une forme de représentation de la Gauche. Une manière de lui signifier de changer. Quoi au juste ? Une image qu'elle se fait d'elle-même ainsi éparpillée qui n'arrive pas encore à se constituer en une cohérence capable de bannir de ses rangs les conformismes stériles. Une gauche enfin crédible qui ne recule pas devant la nécessité de renouveler constamment ses instruments pédagogiques et qui ait le courage d'assumer ses erreurs.

source: oulala.net